

Zeitschrift: Zeitschrift für schweizerische Kirchengeschichte = Revue d'histoire ecclésiastique suisse
Herausgeber: Vereinigung für Schweizerische Kirchengeschichte
Band: 83 (1989)

Artikel: La doctrine sociale de l'église dans l'enseignement à l'Université de Fribourg : approche thématique et essai de périodisation, 1889-1956
Autor: Python, Francis
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-130199>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 24.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

FRANCIS PYTHON

LA DOCTRINE SOCIALE DE L'ÉGLISE DANS L'ENSEIGNEMENT À L'UNIVERSITÉ DE FRIBOURG

Approche thématique et essai de périodisation, 1889–1956

L'ancrage de l'Université, dès ses origines dans une perspective catholique fait que l'on s'est peu interrogé jusqu'à présent sur son rôle dans la diffusion de la doctrine sociale une fois la révérence faite à l'« Union de Fribourg » presque contemporaine.

Sans doute, la philosophie et la théologie d'inspiration thomiste imprègnent à des degrés divers tout l'enseignement. Mais ne faut-il pas toutefois chercher à savoir comment cette doctrine sociale fut transmise dans un milieu qui, hormis la brève initiative de Mgr Mermillod, n'était pas particulièrement ouvert à ces questions ?

Si les foyers de diffusion sont bien repérables, au sein du mouvement catholique social, le rôle des universités est ordinai-
rement peu connu en raison sans doute de la difficulté à saisir le
contenu de leur enseignement et à apprécier l'écho rencontré
auprès des étudiants. Malgré ce double handicap ne faut-il pas
répondre positivement à l'invitation de J.-M. Mayeur, faite pré-
cisément à Fribourg en 1981 lors d'un colloque sur « l'Eglise et la
question sociale aujourd'hui », de mieux cerner la part des uni-
versités catholiques en ce domaine¹.

¹ Jean-Marie Mayeur, L'influence de l'enseignement social de l'Eglise depuis 1931, in : Otfried Höffe (éd.), L'Eglise et la question sociale aujourd'hui. Fribourg, 1984, 40.

Comme son sous-titre l'indique, cette étude est étroitement limitée et n'a pas l'ambition de traiter les fondements théoriques des enseignements ou leurs liens avec l'élaboration doctrinale pratiquée notamment en Faculté de théologie. Dans cette dernière les difficultés à cerner le contenu réel des cours sous des énoncés trop généraux font que l'enquête thématique n'a pu produire de résultats mis à part quelques leçons significatives professées en théologie pastorale. Un obstacle semblable existe en Faculté de droit où seule l'attention portée au droit naturel a pu être prise en compte. Les Sciences et les Lettres ayant en apparence peu de rapport avec la question, on a donc concentré l'enquête sur les thèmes de la doctrine présents dans l'enseignement économique et social. Là encore on s'est peu soucié de l'appartenance des professeurs à telle ou telle école ou de la cohérence doctrinale de leurs travaux mais on s'est attaché à relever les énoncés de leurs cours et de leurs séminaires.

Quant à la périodisation, elle s'efforce de dégager une certaine configuration des intérêts non seulement à travers les thèmes retenus mais aussi en fonction des projets et des réalisations visant à répondre à des préoccupations sociales révélatrices d'une époque.

L'« UNION DE FRIBOURG » OU LE POINT DE DÉPART D'UNE PRÉOCCUPATION

L'évocation parfois incantatoire de la tradition de l'« Union de Fribourg » dans le cadre local s'accompagne souvent d'une méconnaissance profonde de ce qu'ont été véritablement ce groupe d'étude et son rôle dans la genèse de *Rerum Novarum*. On se permettra de rappeler simplement quelques caractéristiques de son activité en tentant de faire le compte des principaux points de rencontre entre ce groupe et l'Université naissante. Il devrait en ressortir quelques éléments qui favoriseront la compréhension de la fécondité intellectuelle directe ou indirecte de l'« Union de Fribourg » au gré du développement de l'institution universitaire.

L'« Union catholique d'études sociales et économiques » qu'on abrège ordinairement en « Union de Fribourg » regroupa de 1884 à 1891 autour du nouvel évêque Mgr Gaspard Mermillod quelques personnalités en provenance d'Allemagne, d'Autriche, de France, et d'Italie principalement, préoccupées de formuler quelques bases doctrinales solides capables d'éclairer l'analyse de certains problèmes économiques et sociaux et d'orienter leur solution².

Ces bases doctrinales devaient être fondées sur une philosophie et une théologie thomiste que Léon XIII remettait à l'honneur dans les études catholiques en vue d'une restauration de la société chrétienne. Des principes devaient en être tirés (origine et nature de la communauté politique, bien commun, corps intermédiaires) qui pussent servir de référence dans l'analyse des réalités. C'est précisément le choix de ces réalités et l'orientation de certaines solutions qui peuvent caractériser les positions de l'« Union de Fribourg »³ dans le foisonnement d'initiatives catholiques sociales qui voient le jour en cette période⁴.

Formée de représentants de l'aristocratie terrienne très méfiants à l'égard de la bourgeoisie et de ses valeurs, l'« Union de Fribourg » travaillera à l'élaboration de documents et de notions bien précises: question agraire (propriété du sol notamment); situation et protection des travailleurs (question du salaire et d'une entente internationale); question relative au crédit (usure); restauration d'un droit international chrétien; organisation sociale (corporations appliquées aux arts et métiers, à l'agriculture et l'industrie); intervention mesurée et à certaines conditions de l'Etat (question des assurances, par exemple). Dans une thèse récente, N. J. Paulhus a tenté de pondérer, au niveau des principes d'analyses et des solutions proposées, ce qui relevait de la doctrine thomiste et ce qui était le fruit des conceptions sociales ou politiques de l'époque⁵. On sait par exemple que l'« Union de

² Cyrille Massard, *L'œuvre sociale du cardinal Mermillod. L'Union de Fribourg d'après des documents inédits*, Louvain 1914.

³ Michel Charrière, *Aux sources de la doctrine sociale catholique. L'Union de Fribourg (1884–1891)*, in: *Choisir*, novembre 1982, 12–19.

⁴ Roger Aubert, *Développement de l'enseignement social de l'Eglise en Europe de Léon XIII à Pie XII*, in: O. Höffe (éd.), *op. cit.*, 23–37.

⁵ Normand J. Paulhus, *The theological and political ideals of the Fribourg Union*, Boston 1983.

Fribourg» avec sa formulation très précise de l'idéal corporatiste ne fut pas suivie par Léon XIII qui laissa la question terminologique ouverte dans *Rerum Novarum*.

Si le rôle de l'Union de Fribourg a été longtemps surévalué dans la rédaction de cette encyclique⁶, ses liens avec l'Université de Fribourg en création ont été davantage proclamés qu'analy-sés.

On notera d'abord une proximité ou un parallélisme de dates entre les réunions du groupe et le temps de gestation de l'Université. On relèvera, dans les deux cas, l'importance de deux éléments essentiels, souci d'un fondement doctrinal thomiste et ouverture internationale. On peut encore invoquer une «sensibilité sociale» commune chez les membres «fribourgeois» des deux entreprises, compte tenu des différences voire divergences de leurs projets universitaires. Au côté de Mgr Mermillod on signale dans l'Union la présence de G. Decurtins et de Georges Python, les deux véritables fondateurs de la Haute Ecole, de G. de Montenach, un de ses partisans de la première heure, tous engagés à un degré ou à un autre dans le catholicisme social ainsi que du P. D. Jaquet, secrétaire, futur professeur.

L'imprégnation des fondateurs de l'Université par les thèses élaborées de l'«Union» doit donc être prise en compte même si, en 1889, cette dernière présente des signes de divergences et qu'elle entre en crise dès 1890 pour se dissoudre en 1891. Le conflit entre Mgr Mermillod et Georges Python que Léon XIII arbitre en faveur de ce dernier et qui aboutit au départ de Mgr Mermillod en 1890, précipite sans doute la fin de l'«Union de Fribourg». Toutefois lors de la VII^e conférence convoquée par l'évêque Dervaz en 1891, on compte, outre les noms cités plus haut, la présence de deux professeurs dominicains, les pères J. Berthier et A.-M. Weiss. Dans quelle mesure la jeune Université allait-elle pouvoir reprendre et poursuivre sa mission? La réponse ne relevait pas tant des orientations de ces fondateurs que des moyens mis à leur disposition.

⁶ Giovanni Antonazzi, L'enciclica *Rerum Novarum*: testo autentico e redazioni preparatorie dei documenti originali, Roma 1957.

LA PREMIÈRE EMPREINTE DE L'« UNION DE FRIBOURG »
OU LE DÉPLOIEMENT D'UN ENSEIGNEMENT NORMATIF
ET POSITIF (1889–1914)

Il s'agit de la période héroïque de l'institution qui se développe d'abord avec quelques soubresauts avant d'atteindre son apogée dans la décennie qui précède la Première Guerre mondiale. Le développement de l'enseignement social peut s'articuler en trois temps qu'illustre bien le mouvement général de l'institution : dès les débuts, une volonté de suivre au plus près l'idéal de l'enseignement catholique selon Léon XIII avec un accent placé sur une doctrine normative ; une ouverture (1895–1901) très rapidement esquissée ensuite vers un enseignement et une recherche scientifiquement fondés dans le domaine de l'économie politique selon les perspectives de la science allemande ; un équilibre enfin et un enrichissement avec la présence et les travaux de représentants de l'école française (1902–1914).

Ce développement en trois temps traduit la marche conquérante de la sensibilité catholique sociale qui, sous Léon XIII, puis au travers du pontificat plus réservé de Pie X, imprègne finalement toutes les facultés. Une sensibilité qui rayonne à partir de certaines chaires vers les mouvements catholiques du pays et des pays voisins, se nourrit de leurs échanges sans aboutir toutefois à la création d'une instance universitaire ou para-universitaire spécifiquement consacrée à l'enseignement social de l'Eglise.

Idéal et nécessités (1889–1892)

On trouve une description de l'idéal que voulait atteindre les fondateurs dans un mémoire de G. Decurtins remis au pape Léon XIII en janvier 1890. Il s'agit de « Considérations sur la nécessité et l'importance d'une faculté d'économie politique à la nouvelle Université catholique de Fribourg »⁷ pour laquelle G. Decurtins sollicitait l'appui du Pape. Alors que Léon XIII venait d'accorder son soutien à l'ouverture d'une « haute école de

⁷ Archives secrètes du Vatican, SS, rub. 43, anno 1902, fasc. 1, fol. 86–89, (pièce connue grâce à l'amabilité du prof. Barthélémy et de son assistante M^{me} A. Etienne-Maillard).

théologie selon l'esprit de s. Thomas», son aide était sollicitée pour «couronner» l'œuvre de l'Université.

L'économie politique était en effet placée très haut par Decurtins: «aucune science moderne n'a jeté peut-être un si vif éclat et n'a reçu plus d'applications. Elle croît en importance, à mesure que la question sociale domine tout l'ensemble des intérêts des peuples et des états». L'enjeu de son enseignement était, à ses yeux, capital. C'est sur le terrain des écoles économiques «que se livre la lutte pour la vie et l'influence». Il ne fallait rien moins que «christianiser l'économie politique». Le moyen en était fourni par l'application des doctrines de s. Thomas sur «la propriété et sur sa valeur sociale, sur le travail et le salaire». Contre le libéralisme et le socialisme il fallait réintroduire la morale chrétienne dans la sociologie.

Mais Decurtins ne se satisfaisait pas de cette orientation doctrinale, il voulait familiariser la jeunesse avec la rigueur scientifique de l'économie politique. Il désirait promouvoir «la capacité technique», «le savoir positif et profond» qui manquaient «le plus aux écoles catholiques».

Les deux pôles de développement d'une Faculté d'économie politique chrétienne qui était aussi appelée «Faculté de sociologie» étaient donc bien perçus par Decurtins et c'est dans cette double perspective que Fribourg tente de mettre sur pied un tel enseignement.

La nomination en 1890 du célèbre apologiste, le dominicain A.-M. Weiss⁸, est sans doute un premier pas dans la réalisation de ce grand dessein. Le P. Weiss donne au semestre d'été 1890, dans le cadre de la Faculté des lettres, un premier cours, en allemand, de sociologie de portée générale et un cours sur la société au Moyen Age. Il participe aussi dès son arrivée aux derniers travaux de l'Union de Fribourg. Quant à l'abbé J.-B. Jaccoud⁹ qui donnait

⁸ RP. A.-M. Weiss (All., 1844–1925) prof. de 1890 à 1892 et de 1895 à 1919. Pour la participation du P. Weiss à l'«Union de Fribourg» voir son: *Lebensweg und Lebenswerk*, Freiburg i. Br. 1925, 358. Les informations données sur les énoncés de cours sont tirées du Programme des cours de l'Université, publication semestrielle qu'on s'abstiendra de citer par la suite.

⁹ Jean-Baptiste Jaccoud (CH/FR, 1847–1927) prof. de 1890 à 1924. Voir Gaston Gaudard, Cent ans d'enseignement et de recherches en histoire économique, in: Cent ans d'histoire du droit et d'histoire économique, Fribourg, 1982, 74–75. Voir aussi Basilio Biucchi, Sciences économiques et sociales, in: Roland Ruffieux (éd.), Encyclopédie du Canton de Fribourg, II, 1977, 321.

à la Faculté des lettres lui aussi depuis l'automne 1889 un cours de droit naturel fondé sur s. Thomas, il sous-titre son cours au semestre d'été 1890 «Principes d'économie politique».

Au semestre 1890–91, ils enseignent tous deux en Faculté de droit. Le P. Weiss y donne l'économie politique en allemand alors que l'abbé Jaccoud met en place un cours cyclique de droit naturel portant sur les fondements de la société, l'individu et la famille, cours qui est donné jusqu'en 1922. En 1891, le P. Weiss ajoute à son enseignement un cours de philosophie du droit. Le pôle normatif est bien doté mais en 1892 le P. Weiss est rappelé par son Ordre. L'abbé Jaccoud donne alors, en plus du droit naturel, un cours d'économie politique qui durera jusqu'en 1903. La réaction de G. Python à ce départ est révélatrice des espoirs placés en ce dominicain, un an après la parution de *Rerum Novarum*: «L'enseignement donné par le Père Weiss, écrit-il le 16 août 1892 à l'évêque de St-Gall, était très important. Le Souverain Pontife a recommandé dans sa fameuse encyclique l'étude des questions sociales. Dès lors cet enseignement pour répondre aux vœux du Pape doit être donné à l'Université de Fribourg. Cet enseignement doit être préparé à la lumière de la théologie et doit avoir lieu par les soins d'un théologien. L'Ordre des Frères prêcheurs devrait, me semble-t-il tenir à honneur de donner cet enseignement qui était suivi chez nous jusqu'ici par une centaine d'étudiants : théologiens et juristes»¹⁰. A relever encore en 1891, l'arrivée en Faculté de théologie du professeur Joseph Beck dont l'engagement social et le rayonnement seront considérables¹¹.

L'attention prêtée aux réalités économiques et sociales (1893–1901)

La décision est prise alors de développer, semble-t-il, l'autre pôle de cet enseignement à savoir l'économie politique en tant que science positive.

¹⁰ Archives de l'Evêché de St-Gall, Lettre de G. Python à Mgr Egger du 16 août 1892 (Document aimablement fourni par le RP. Barthélemy et son assistante, M^{le} Hirt).

¹¹ Joseph Beck, (CH/LU, 1858–1943) prof. de 1891 à 1934 mais poursuit son enseignement comme prof. honoraire. Sur cette personnalité, Markus Schmid, Joseph Beck. Versuch einer Politik sozialer Demokratie und Verständigung, Stans 1966. Voir aussi Anton Bertschy, 273 Biografien zum kulturellen Leben Deutschfreiburgs 1800–1970. Freiburg, 1970, 56–63.

C'est à l'Allemand K. Wasserab¹² qu'on fait appel, un savant qui a des préoccupations sociales comme l'attestent ses publications. Selon G. Gaudard, K. Wasserab défend des positions réformistes et se déclare favorable à une certaine intervention de l'Etat. Les énoncés de ses cours portent sur des questions financières. Son arrivée à Fribourg en 1893 s'accompagne de l'engagement, en Faculté des lettres, d'un privat-docent allemand, A. Gottlob¹³, chargé d'un enseignement sur l'histoire de l'économie politique.

C'est en 1895 toutefois que s'organise plus largement l'enseignement économique avec la nomination de A. Gottlob en Faculté de droit. Celui-ci, en plus de l'histoire de l'économie politique, est chargé de l'enseignement de la législation ouvrière et industrielle. On note aussi la même année l'arrivée du professeur K. Büchel¹⁴ dont l'enseignement recouvre l'économie rurale et la statistique.

Les thèmes des cours de A. Gottlob, un spécialiste des finances pontificales du XIII^e siècle, sont révélateurs : ainsi en été 1895, un regard est posé sur le développement du socialisme, sujet qui revient en 1897 ; au semestre suivant sont examinées les lois de protection ouvrière en Allemagne et en Suisse ; en 1896 le cours expose la composition sociale de la société médiévale et un séminaire¹⁵ est consacré à la lecture et à des travaux écrits sur l'encyclique *Rerum Novarum* alors qu'en 1897, on lit, en séminaire, le *Capital* de Marx.

Malheureusement K. Wasserab part en 1897 et A. Gottlob est démissionnaire, avec sept autres collègues allemands, en 1898¹⁶. Les deux domaines de son enseignement ne pourront être couverts dans l'immédiat. Cet affaiblissement temporaire de l'enseignement explique sans doute la faible présence des économistes fribourgeois au quatrième Congrès scientifique international des

¹² Karl Wasserab (Allemagne, 1851–1916) prof. de 1893 à 1897. Voir Gaston Gaudard, op. cit., 75–76 et Basilio Biucchi, op. cit., 321.

¹³ Adolf Gottlob (All., 1857–1930) prof. de 1893 à 1898. Voir Gaston Gaudard, ibid., 75–76 et Basilio Biucchi, ibid., 321.

¹⁴ Karl Büchel (All., 1853–1910) prof. de 1895 à 1900.

¹⁵ Les contenus des séminaires figurent sous forme de brefs rapports plus ou moins détaillés dans les Rapports du Recteur, publiés annuellement. On ne citera plus cette source dans la suite de l'article.

¹⁶ Sur ces départs voir Anna Marti, *Die Freiburger Universitätskrise von 1897/1898: Der Auszug von acht reichsdeutschen Professoren*, Liz. phil., Freiburg 1981.

catholiques tenu à Fribourg en 1897¹⁷. A K. Wasserab succède, en 1897, G. Ruhland, un Allemand spécialiste de l'agriculture et plus particulièrement des marchés céréaliers¹⁸. Ce professeur haut en couleur est un homme d'action qui a une sensibilité sociale bien affirmée comme en témoigne son fameux ouvrage *Die Wirtschaftspolitik des Vater unser*¹⁹. Mais G. Ruhland se met en congé dès 1901 et c'est à une réorientation que sera soumis l'enseignement économique avec l'engagement de nouveaux professeurs.

Développement de l'enseignement économique et premier rayonnement du catholicisme social français (1901-1914)

L'arrivée en 1901 du professeur G. Gariel²⁰, un Français disciple de Charles Gide, chargé d'enseigner l'économie politique et l'histoire des doctrines en remplacement du professeur Gottlob, indique sinon un renversement de tendance du moins un souci d'équilibre entre les écoles française et allemande. Cette dernière se perpétue d'ailleurs avec l'arrivée du Polonais A. v. Kostanec-ki²¹, successeur de Ruhland dans l'enseignement de l'économie politique.

On observera par la suite l'implication catholique sociale de l'enseignement de ces maîtres mais ces nominations, avec l'arrivée en 1901 comme privat-docent du statisticien F. Buomberger²² puis la désignation du professeur H. Schorer²³ comme titulaire d'une chaire de statistique en 1907, illustrent bien l'intention de développer à Fribourg un enseignement scientifique

¹⁷ Compte-rendu du quatrième Congrès scientifique des catholiques tenu à Fribourg du 16 au 20 août 1897. Quatrième section: sciences juridiques, économiques et sociales, Fribourg 1898. Les juristes de Fribourg en revanche sont bien représentés.

¹⁸ Gustave Ruhland (All., 1860–1914) prof. de 1898 à 1901. Voir Gaston Gaudard, *ibid.*, et Basilio Biucchi, *ibid.*

¹⁹ Sur le rayonnement de Ruhland voir Josef Beck, Gustav Ruhland. Zwanzig Jahre nach seinem Tode. Beitrag zur Frage der Berufsorganisation, Freiburg, 1934, 32.

²⁰ Georges Gariel (FR, 1872–1957) prof. de 1901 à 1934.

²¹ Anton von Kostanecki (Pol., 1866–1957) prof. de 1901 à 1910.

²² Ferdinand Buomberger (CH/SG, 1874–1946) prof. de 1901 à 1904. Voir aussi Anton Bertschy, *op. cit.*, 86–88.

²³ Hans Schorer (All., 1876–1963) prof. de 1906 à 1955. Voir aussi Anton Bertschy, *op. cit.*, 224–225.

positif attaché à connaître et à mesurer les réalités économiques et sociales. On remarque dans cette perspective que Mgr Jaccoud abandonne dès 1903 son cours d'économie politique pour ne conserver que son enseignement en droit naturel que donne aussi parallèlement, en langue allemande, le professeur néerlandais G. J. Liesker²⁴ dès 1905. Un renforcement de l'école française et de la sensibilité catholique sociale de ce pays est encore enregistré avec l'arrivée de M. Turmann en 1906, chargé de l'enseignement commercial, dont la réputation de «silloniste»²⁵ se confirmera.

Si l'on examine plus précisément les thèmes des enseignements professés et des discussions et travaux de séminaire sous l'angle des questions sociales, on retient chez G. Gariel un intérêt pour les syndicats agricoles ainsi que pour la question des assurances ouvrières. A. v. Kostanecki pour sa part développe dans son séminaire des lectures théoriques, (Smith, Riccardo et Lassale, Engels, Marx mais aussi Le Play, Ketteler). Des analyses très concrètes sont menées sur divers problèmes : le travail et le chômage, les travailleurs industriels ou ruraux et les syndicats, les grèves, les coopératives, la question du salaire, le développement du corporatisme, etc. Le thème du syndicalisme chrétien est aussi traité dans la perspective des débats extrêmement denses qui ont lieu en Allemagne sous le pontificat de Pie X.

Le souci d'aborder les questions concrètes apparaît de manière plus nette encore chez F. Buomberger. Dans son séminaire on lit Malthus, mais on fait aussi des enquêtes sur la mortalité infantile, sur les divorces, sur la situation des catholiques en fonction du dernier recensement fédéral. H. Schorer poursuivra dans cette voie en développant divers aspects de la statistique (sociale, morale, culturelle)²⁶.

Les cours professés par M. Turmann durant cette période traitent de l'économie commerciale mais leurs sous-titres sont parfois révélateurs des intérêts de ce professeur : «Les sociétés coopératives», par exemple. Ses séminaires sont en revanche beaucoup

²⁴ Gerhard J. Liesker (P.-B., 1868–1951) prof. de 1905 à 1949.

²⁵ Max Turmann (FR, 1866–1943) prof. de 1906 à 1936.

²⁶ Son enquête sur : Les logements en ville de Fribourg et leur signification économique et sociale, parue en allemand et en français en 1908 est une bonne illustration de ses préoccupations.

plus centrés sur des questions sociales comme la vente coopérative des produits agricoles en France et en Allemagne, les «grands magasins», la concentration industrielle, les coopératives de consommation en Suisse, etc. En 1909, on voit apparaître explicitement le thème des classes moyennes dont le statut et les intérêts occuperont beaucoup les économistes de Fribourg.

Cette période précédant la guerre voit se développer plus largement au sein de l'Université une sensibilité catholique sociale malgré et peut-être grâce aux conflits qui divisent les mouvements et la hiérarchie à ce propos dans les pays voisins.

En Faculté de théologie, une chaire d'éthique est érigée en 1905 et confiée au P. L. Michel²⁷ qui enseignera jusqu'en 1918. Ce n'est qu'en 1909/1910 que l'abbé J. Beck, professeur de théologie pastorale, inscrit un cours portant directement sur les «*Pastorallehren der Encyclica Rerum Novarum*», cours qu'il reprend d'ailleurs en 1914. Mais ses fameuses «*Pastorale Zeitfragen*» qui sont objet de cours dès le tournant du siècle s'inspirent sans doute de l'enseignement papal, notamment quand il y est traité de la pastorale dans les villes.

Les tensions qui sont vives à propos de l'exégèse rejaillissent dans la question du modernisme social. Une antenne du réseau intégriste de Mgr Begnini est active à Fribourg dans les milieux germanophones avec l'abbé F. Speiser et G. Decurtins²⁸.

En 1905/1906, l'abbé F. Speiser donne un séminaire sur les propositions du *Syllabus* relatives aux rapports entre Eglise et société civile et met à l'étude en 1911/1912 l'encyclique *Immortale Dei* de Léon XIII sur la conception chrétienne de l'Etat et la conception moderne de l'Etat (1885).

En Faculté des lettres, l'attribution d'une chaire d'histoire des civilisations en langue allemande à G. Decurtins en 1905 va être l'occasion pour ce vieux lutteur, quelque peu aigri par l'évolution récente du catholicisme social, d'exposer une histoire du mouvement ouvrier dans les grands pays industriels européens où la

²⁷ RP. Leo Michel OP. (Aut., 1857–1919) prof. de 1891 à 1919.

²⁸ Emile Poulat, *Intégrisme et catholicisme intégral*, Tournai, 1969. Friederich Speiser (CH/BS, 1853–1913) prof. de 1898 à 1913; Gaspar Decurtins (CH/GR, 1855–1916) prof. de 1905 à 1914. Sur cette personnalité voir Karl Fry, *Kaspar Decurtins, der Löwe von Truns*, 2 Bde, Zürich 1952.

position des catholiques devait certainement être présentée. Ce thème apparaît dès le semestre 1907/1908 et sera repris 4 fois jusqu'en 1914.

De manière plus large, l'imprégnation du milieu universitaire s'observe par les participations des professeurs à l'animation de certains mouvements notamment par l'intermédiaire de revues, où au clivage linguistique se superposent des divergences de doctrine ou de sensibilité face à la direction imprimée au mouvement par Pie X.

Du côté germanophone, on relèvera le transfert de Vienne à Fribourg en 1899 par J. Beck des *Monatschrift für christliche Sozialreform* de Vogelsang²⁹ et les nombreux articles que les professeurs de Fribourg y rédigèrent. Du côté francophone, la publication d'innombrables articles et de quelques grands ouvrages sur le catholicisme social par Turmann³⁰ est aussi un bon exemple de diffusion et de vulgarisation de ce courant de pensée.

On peut aussi noter l'imprégnation silloniste donnée à la *Revue de Fribourg*³¹ animée par des professeurs français de la place. Cela se remarque notamment au niveau des articles où Gariel figure dans le premier numéro mais davantage encore dans l'importante place réservée aux recensions d'ouvrages. Un groupe de réflexion d'ailleurs rassemble ces professeurs et constitue, semble-t-il, un laboratoire où sont confrontées ces idées³².

Dans le champ des tensions qui traversent le mouvement catholique social on envisage de remettre sur pied en 1903 une nouvelle Union de Fribourg particulièrement fidèle aux orientations papales. De Montenach et Toniolo poussent à cette réalisation qui ne verra pas le jour avant la Première Guerre mondiale³³.

²⁹ La rédaction fut assurée par Beck, Decurtins et d'autres catholiques sociaux de Suisse allemande jusqu'en 1923 où la revue devint l'organe du Schw. Kath. Volksverein.

³⁰ Notamment, Le développement du catholicisme social depuis l'encyclique *Rerum Novarum*. Idées directrices et caractères généraux. Paris 1900. 2^e éd. revue et augmentée d'une étude sur le mouvement social catholique depuis 1900, Paris 1909.

³¹ Succède à la Revue de la Suisse catholique en 1902 et dure jusqu'en 1910.

³² En novembre 1903 est fondée à Fribourg la « Réunion française d'Etudes » dont le but « est l'étude en commun des questions intellectuelles et sociales qui intéressent notre temps », Revue de Fribourg, 3 (1904), 396.

³³ Normand J. Paulhus, op. cit., 88.

NOUVEAUX OBJETS ET ÉLARGISSEMENT DE LA DOCTRINE SOCIALE (1914—1929)

Le souci de l'enseignement social se maintient durant la guerre même si les préoccupations sont plus immédiates et les moyens plus limités. Un effort d'adaptation de l'enseignement à de nouveaux objets et un souci d'atteindre un public plus large s'observe au lendemain de la guerre et de la commotion sociale de 1918. Mais c'est parallèlement à l'Université et à partir de son terreau scientifique et humain que s'est développée au lendemain de la guerre une nouvelle Union de Fribourg, préoccupée surtout par le nouvel ordre international et les nouveaux défis lancés par le remodelage de Versailles.

La question sociale à l'Université

Avec le départ du professeur A. v. Kostanecki en 1910, une certaine instabilité se fait jour dans l'enseignement de l'économie politique en allemand. Les successeurs A. Amon³⁴ et H. Mayer³⁵ restent tous deux deux ans et la chaire d'économie politique en langue allemande reste vacante jusqu'en 1923, ce qui accentue la force de la présence française avec G. Gariel et M. Turmann. G. J. Liesker ne prend la relève en économie politique qu'en 1923 seulement.

Sur le plan du contenu des cours et des séminaires, de nouvelles perspectives se font jour après la rupture de 1918. En plus des questions ordinaires, de nouveaux thèmes apparaissent comme la présentation critique des réalisations bolchéviques en 1921/1922, 1925, 1925/1926. En fin de période on sera également attentif aux réalisations du régime mussolinien, en 1928/1929 et 1930/1931.

La préoccupation majeure est le souci de limiter l'intervention de l'Etat, non pas dans une perspective libérale, mais du point de vue du respect de la société civile et des institutions et pouvoirs intermédiaires. Le discours rectoral de G.J. Liesker en 1923

³⁴ Alfred Amon (Aut., 1883—1962) prof. de 1910 à 1912.

³⁵ Hans Mayer (All.) prof. de 1912 à 1914.

«Sozialisierung» exprime bien ce souci, même si le diagnostic d'un retrait de la vague étatique dans le monde sera bientôt démentie.

Un autre point fort de cette période est sans doute le souci récurrent d'accentuer l'enseignement de la doctrine sociale au sein de la Faculté de théologie.

En théologie pastorale, par exemple, l'abbé J. Beck multiplie ses cours sur l'encyclique *Rerum Novarum*; on ne compte pas moins de 10 cours semestriels entre 1916 et 1929. De 1921 à 1923 le P. Langen-Wendels³⁶, titulaire de la chaire de morale spéculative donne un cours public sur les «principes de sociologie». Son successeur le P. Ramirez³⁷ se concentre sur des cours donnés en latin mais où les préoccupations sociales sont évidentes.

En droit certains accents marquent bien aussi la prise en compte de nouveaux problèmes ou préoccupations. Les cours du jeune professeur Joseph Piller³⁸ révèlent déjà la préoccupation de délimiter clairement le rôle de l'Etat ou de préciser les fondements de la démocratie.

Pourtant, l'Université appelée à répondre à de nouveaux défis, n'est pas encore dotée des moyens d'enseignements prévus ou voulu par ses fondateurs. En 1924, G. de Reynold traitant de la mission intellectuelle du catholicisme à la 4^e journée des catholiques suisses à Bâle³⁹, estimait que trois enseignements fondamentaux étaient «à développer ou même à créer en l'Université de Fribourg: la sociologie générale, la philosophie politique, la culture nationale d'après les principes chrétiens». Il souhaitait également que le «droit international y fût enseigné» et que «l'Université se tînt moins à l'écart du mouvement international».

Avec la guerre et les turbulences de 1918/1919, l'Université fut certes travaillée par des forces contraires mais il convient de reprendre le reproche de Reynold en examinant les réponses apportées sinon par l'institution du moins par certains de ses membres.

³⁶ RP. Jordan van Langen-Wendels OP. (P.-B., 1867-1928) prof. de 1900 à 1923.

³⁷ RP. Santiago Ramirez OP. (Esp., 1891-1967) prof. de 1923 à 1945.

³⁸ Joseph Piller (CH/FR, 1890-1954) prof. de 1919 à 1926 et de 1947 à 1954.

³⁹ Reproduit dans la Revue catholique des idées et des faits, Bruxelles, 25, 12 septembre 1924, 8-9. Voir aussi Armin Imstepf, Die schweizerischen Katholikentage 1903-1954, Freiburg, 1987, 75-76.

Le défi d'un nouvel ordre international

Autour de l'Université et dans le souvenir idéalisé de l'« Union de Fribourg» une certaine fermentation internationale s'était développée avant la guerre de 1914 déjà et les défis lancés aux catholiques par l'interminable conflit lui donnent une nouvelle impulsion. Il s'agit d'établir et de rétablir des liens entre catholiques dont le nationalisme est à vif, mais il s'agit aussi de régler la situation faite au pape et plus fondamentalement encore de défendre les intérêts catholiques dans un monde en bouleversement et en gestation d'un nouvel ordre international. A un autre niveau encore les catholiques entendent faire valoir les idéaux et les solutions de leur doctrine qui sont en concurrence avec les idéologies libérale ou socialiste. Le rôle historique de l'Eglise médiévale qui avait su bâtir et maintenir une chrétienté est magnifié. En matière internationale comme en matière sociale, l'Eglise s'estime en droit d'éclairer la voie en se référant à une expérience et à une doctrine éprouvées.

Cet état d'esprit est à la base des initiatives qui foisonnent à Fribourg comme en d'autres centres catholiques, Louvain notamment, dans le premier quart de ce siècle. Georges de Montenach, le dirigeant le plus en vue du catholicisme social romand⁴⁰, qui avait participé à l'« Union de Fribourg» et qui soutenait activement l'œuvre universitaire, fut au centre de toutes les tentatives pour créer une structure catholique internationale et sociale. On le voit, en 1886 déjà, tenter de lancer une « Union internationale des jeunes catholiques ». On a évoqué son action conjointement avec Toniolo pour relancer l'« Union de Fribourg» en 1903. On le sait aussi médiateur auprès du pape pour tenter d'établir, avant la guerre, des liens stables entre les mouvements catholiques nationaux.

Entre 1917 et 1920, il sera à l'œuvre pour lancer à Fribourg un « Comité catholique d'études internationales »⁴¹. Fortement lié aux universitaires du camp de l'Entente de la place (Gariel,

⁴⁰ Anne de Schaller, *La pensée sociale de Georges de Montenach*, Mém. lic. Fribourg 1964. Voir aussi Jacques Jenny, *Le Piusverein à Fribourg. Une association politico-religieuse*, Mém. lic. Fribourg 1974.

⁴¹ Philippe Trinchan, *L'union catholique d'études internationales. Monographie d'un groupe de promotion catholique à la Société des Nations (1920–1939)*, Mém. lic. Fribourg 1988, 34.

Turmann, Zeiller, Arcari), ce comité est aussi en concurrence avec d'autres initiatives en provenance de milieux soucieux de travailler à la même cause dans le monde catholique germanique.

Le groupe rassemblé par Montenach travaille à l'entrée de la Suisse à la SDN et parvient à Paris, en 1920, à jeter les bases de l'« Union catholique d'études internationales » (UCEI). L'Union associe les catholiques de différents pays membres de la SDN « pour étudier en commun certains problèmes de droit international et de législation sociale »⁴². Le siège central en est fixé à Fribourg où est mis en place un secrétariat. Mgr Besson le nouvel évêque qui avait travaillé à sa fondation en est le protecteur.

C'est ce dernier qui insistera auprès de Montenach sur la filiation avec l'« Union de Fribourg » de Mgr Mermillod : « Ce que fut l'Union de Fribourg au point de vue social, déclare à Paris Montenach, nous voulons essayer de le réaliser dans le domaine du droit international, pour faire pénétrer dans la Société des Nations les principes du droit des gens chrétiens. De même que l'Union de Fribourg s'est efforcée de libérer la classe ouvrière du joug que faisait peser sur elle le libéralisme économique, de même nous voulons libérer les populations catholiques du joug des législations opprimantes, surtout ces populations de nations ressuscitées... »⁴³

Selon Philippe Trinchan, qui en a étudié le développement, l'UCEI prend son véritable envol à Milan en 1923 où le président Montenach est absent, ce qui permet au vice-président G. de Reynold qui lui succèdera en 1926 d'orienter la direction de l'œuvre selon ses propres perspectives.

L'aspect social devient moins fortement présent dans les statuts adoptés à Milan. L'UCEI a pour but « d'étudier la question internationale à la lumière des principes catholiques. Elle se propose également d'intéresser les milieux catholiques aux problèmes internationaux, de rechercher et de promouvoir la solution catholique de ces problèmes. Dans cet esprit, elle voe un intérêt particulier aux travaux de la Société des Nations »⁴⁴.

⁴² Ibid., Annexe 1, Résolution de la séance du 12 novembre 1920, 306.

⁴³ Ibid., 39–40.

⁴⁴ Ibid., Annexe 2, 308.

Cette atténuation de l'intérêt pour la question sociale, comprise au sens strict, au profit de l'affirmation d'une présence politique et intellectuelle – on dirait aujourd'hui culturelle – des catholiques sur le plan international, correspond au système de valeur de Gonzague de Reynold et du réseau de ses relations qui sont en place dans les groupes nationaux. La filiation à la première «Union de Fribourg», proclamée avec solennité lors de la célébration du centième anniversaire de la naissance du cardinal Mermillod⁴⁵, est éclairante. Selon les termes mêmes de G. de Reynold: «Aujourd'hui, la question sociale est dépassée ou plutôt s'est amplifiée: le problème qui se pose, c'est celui de la civilisation même. Il ne s'agit plus d'un ordre social, non il s'agit d'un ordre général – politique juridique, intellectuel – il s'agit de l'immense problème de l'ordre»⁴⁶.

De 1923 à 1927, Philippe Trinchan voit une phase de déploiement pour l'UCEI qui parvient à opérer un rapprochement avec les catholiques allemands avant même que l'Allemagne ne soit acceptée à la SDN. L'internationalisme se développe au sein du monde catholique et la politique de présence active auprès de la SDN est aussi bien l'affaire du Secrétariat que des groupes nationaux. Toute une série de commissions sont constituées qui ont pour but de défendre les points de vue catholiques dans les divers domaines où intervient la SDN (Commission de coopération intellectuelle en 1924, chargée «de suivre le travail de son homologue esdénienne»⁴⁷, Commission des causes humanitaires; Commission des minorités, etc.).

Durant cette phase de développement des structures internes et de présence à la SDN, le milieu des professeurs de l'Université de Fribourg est un précieux vivier qui peut fournir des experts et des représentants pour les commissions, un milieu qui par son internationalité favorise aussi les relations du Secrétariat avec les groupes nationaux.

On compte quelque 26 professeurs de l'Université de Fribourg qui ont participé plus ou moins activement à la vie de l'UCEI

⁴⁵ Catholicisme et vie internationale, Fribourg 1924.

⁴⁶ Cité par Philippe Trinchan, op. cit., 76.

⁴⁷ Ibid., 79.

entre les deux guerres⁴⁸. Les juristes sont les plus nombreux (10) suivis des théologiens (8) et des littéraires (7), les sciences exactes n'ayant qu'un représentant. La liste n'est pas exhaustive et l'Université joue très souvent un rôle de tribune ou de forum où furent avancées et discutées les prises de position de l'UCEI.

En 1927, la fondation à Genève de l'Institut universitaire des hautes études internationales est un défi pour G. de Reynold et certains groupes de l'UCEI qui à leur tour veulent promouvoir la formation de spécialistes en politique internationale. Des tentatives sont faites à Louvain, à Lyon, en Pologne, et Reynold met au courant le directeur de l'Instruction publique, E. Perrier, en l'avertissant que « Fribourg risque fort de se faire distancer »⁴⁹.

En 1929 G. de Reynold qui vient d'être nommé à Fribourg après ses démêlés avec l'Université de Berne, revient à la charge auprès de Perrier. Il propose jusqu'au titre de l'institution à greffer sur l'Université: « Institut catholique d'études juridiques, sociales et internationales » ou « d'études sociales et internationales »⁵⁰. Son but serait de former une élite catholique dans les études internationales et une élite catholique suisse au courant des grandes questions internationales et préparée à faire le lien par l'action politique ou l'enseignement entre les problèmes nationaux et internationaux.

Des discussions eurent lieu sur les difficultés d'ériger un tel institut. On conclut à une impossibilité de le créer dans l'immédiat mais des professeurs se déclareront prêts à donner des cours dans cette perspective⁵¹.

A la fin des années 20, l'enseignement de la doctrine sociale de l'Eglise n'est donc pas très florissant à l'Université de Fribourg mais la crise mondiale vient d'éclater et les demandes vont se faire plus pressantes.

⁴⁸ Voir les listes annexées au travail de Philippe Trinchan, section de Fribourg, 326–328.

⁴⁹ Archives de l'Etat de Fribourg (ci-après AEF), Fac. Droit II; Institut cath. de sc. soc. et int., Lettre du 13 juillet 1927.

⁵⁰ Ibid., Lettre-rapport de Reynold à Perrier du 2 avril 1929.

⁵¹ Ibid., Lettre de Lorenz à Perrier (12 mai 1929) et lettre du RP. de Munnynck à Perrier (14 mai 1929).

UN ENGAGEMENT THÉORIQUE ET CONCRET DANS LA RÉNOVATION SOCIALE (1930–1945)

La périodisation utilisée ici s'observe plus généralement dans l'histoire du catholicisme social⁵² et ne doit pas être uniquement fondée sur la conjoncture économique. Comme l'illustre le thème de la première Semaine catholique internationale organisée par l'UCEI à Genève en 1929, l'idée est que le catholicisme recèle des solutions aux problèmes de tous ordres qui assaillent les sociétés⁵³. Ainsi, en été 1929, l'Academia soit l'organisation étudiante faîtière, demande au Recteur et au Sénat d'organiser des cours généraux de culture chrétienne et d'améliorer le ministère religieux auprès des étudiants.

Une demande, plus significative encore, ayant en vue la création d'une chaire de sociologie chrétienne sera déposée en été 1930. Moins d'un an plus tard, *Quadragesimo Anno* viendra confirmer *Rerum Novarum* et soutenir l'engagement de la doctrine sociale dans une troisième voie jugée seule capable de sortir de la crise. Du point de vue institutionnel, la réponse de l'Université tardera mais très rapidement l'enseignement tiendra compte des nouvelles préoccupations.

Une demande symptomatique : une chaire de sociologie chrétienne

Datée du 1^{er} juillet 1930 au nom d'un «Cercle social universitaire» et signée par 355 étudiants⁵⁴, cette pétition ne se contente pas de demander «d'étudier la possibilité de créer» une telle chaire mais désignait son futur titulaire en la personne de l'abbé Savoy «dont la haute compétence est reconnue par tous les intellectuels suisses à quelque famille spirituelle qu'ils appartiennent». Le responsable du mouvement chrétien-social en

⁵² Jean-Marie Mayeur, op. cit., 39–40.

⁵³ Philippe Trinchan, op. cit., 172.

⁵⁴ AEF, Fac. Droit II, Institut cath. de sc. soc. et int.

Suisse romande, propagateur infatigable de la corporation était un disciple des professeurs Beck et Turmann⁵⁵.

Mais plus encore que cette désignation ce sont les considérants de la pétition qui méritent attention.

Deux constats d'abord: «qu'il existe une économie et une sociologie naturelles et chrétiennes qui sont les seules vraies que les papes du dernier siècle ont enseignées avec une rare insistance»; ensuite «que la crise sociale actuelle qui enregistre l'effondrement du libéralisme et les progrès du marxisme, nécessite une claire connaissance de nos solutions chrétiennes».

Deux reproches aussi, l'un portant sur l'absence d'une chaire de sociologie que «les universités possèdent généralement», l'autre sur l'ignorance que les élites intellectuelles montrent en cette matière «pour le plus grand dam du pays».

La pétition fait plus précisément référence à la situation romande où la lutte des doctrines révèle un malaise intellectuel et des possibilités de relèvement sous la forme d'un «front chrétien» pour «défendre contre le matérialisme la part commune de notre héritage.»

Fribourg «pourrait jouer ainsi, pour le grand bien des catholiques et des protestants: a) le rôle social que l'Union de Fribourg faisait augurer auparavant, b) le rôle national que la formation du front chrétien requiert.» Tout l'esprit d'une époque se trouve condensé là avec cette conclusion, assez inattendue, d'agir interconfessionnellement.

La création d'une telle chaire n'aboutit pas immédiatement sous cette forme mais on peut penser que la requête fut entendue si l'on examine le renouvellement que connut l'enseignement économique et social à la Faculté de droit entre 1932 et 1934. Entre-temps il est vrai, la publication de *Quadragesimo Anno* (mai 1931) était intervenue ainsi que l'arrivée à la tête de la Direction de l'instruction publique de l'ancien professeur Joseph Piller⁵⁶, un homme acquis à cet enseignement et doté d'un programme de renouvellement de la mission universitaire de Fribourg qu'il va faire aboutir avec énergie et efficacité.

⁵⁵ Sur l'action de Savoy voir Roland Ruffieux et Bernard Prongué, *Le mouvement chrétien-social en Suisse romande, 1891–1949*, Fribourg, 1909, 149.

⁵⁶ Sur l'action universitaire de cet homme politique voir: *In Memoriam Joseph Piller, 1890–1954*. Ed. par la commission des publications de l'Université et par la Faculté de Droit, Fribourg 1955.

Un enseignement plus étoffé et plus centré sur les besoins du temps

Les requêtes de l'UCEI et du Cercle social universitaire ne doivent pas être les seules à considérer dans le développement scientifique de la décennie. Il faut mettre au premier rang la logique interne du développement scientifique des enseignements et considérer l'action des personnes.

On voit apparaître d'abord en 1932 un privat-docent, J. Schwarzfischer⁵⁷ chargé d'un cours sur l'entreprise. Il deviendra professeur extraordinaire pour cet objet en 1936. En 1933 un cours de sociologie est confié à Jakob Lorenz⁵⁸. Il s'agit là d'un premier résultat de la pétition. Comme A. Savoy, Lorenz est fortement engagé dans le mouvement chrétien social suisse et se préoccupe très activement de rénovation sociale et nationale. En 1934, arrive un Français, Eugène Bongras⁵⁹ pour remplacer le professeur G. Gariel dans l'enseignement de l'histoire des doctrines économiques et de la politique économique. L'action et le rayonnement de E. Bongras feront beaucoup pour le développement scientifique de l'enseignement économique et social. Avec le départ de M. Turmann en 1937, J. Lorenz enseigne aussi la politique économique et sociale alors que E. Bongras sera chargé d'un enseignement d'économie politique et de science financière.

Il devient plus difficile pour cette période de connaître les thèmes des séminaires⁶⁰ et les énoncés des cours deviennent même plus généraux à la fin de la décennie. Cependant certaines préoccupations sont explicitement formulées.

Le premier cours de J. Schwarzfischer est consacré en 1934/1935 à l'organisation sociale de l'entreprise et à la politique de l'entreprise. Il s'agit d'un thème qui sera repris régulièrement. A noter cependant qu'en 1935 le cours porte sur l'ordre économique corporatif et qu'en 1937/1938, il est fait état des devoirs

⁵⁷ Josef Schwarzfischer (CH/ZH, 1901–), prof. de 1932 à 1972. Voir Festgabe für Professor Dr. Josef Schwarzfischer zu seinem 70. Geburtstag, Freiburg 1972.

⁵⁸ Jakob Lorenz (CH/SG, 1883–1946) prof. de 1935 à 1946. Voir biographie et bibliographie dans Anton Bertschy, op. cit., 157–159.

⁵⁹ Eugène Bongras (FR, 1905–1981) prof. de 1934 à 1961.

⁶⁰ Les petits aperçus sur leurs activités ne paraissent plus dans les Rapports rectoraux dès 1933/34.

professionnels de l'entreprise. La question du salaire est un autre thème fondamental.

Le premier cours de J. Lorenz traite de la question ouvrière et de la politique sociale en Suisse. En 1933/1934, il analyse les présupposés économiques et sociaux du fascisme et du national-socialisme. Ses cours de sociologie sont conçus surtout comme analyse des systèmes idéologiques. Les thèmes du socialisme, du marxisme, du socialisme post-marxiste, du socialisme national ou de la pensée sociale conservatrice sont régulièrement abordés⁶¹. En 1943/1944, J. Lorenz met en parallèle le socialisme et les encycliques sociales des papes depuis Léon XIII et fait une tentative d'interdisciplinarité, par des discussions sur les questions sociales avec les étudiants en théologie, en collaboration avec le professeur de pastorale X. von Hornstein⁶². Ce dernier thème et cette formule apparaîtront aussi au semestre 1944/1945 mais pour les étudiants de toutes les facultés.

Les intitulés de cours du professeur E. Bongras sont aussi révélateurs des préoccupations du moment. Son premier cours en 1935 n'est-il pas « La crise actuelle. Système et expérience d'économie dirigés ». D'autres aspects sont traités « salaire et chômage » en 1936, « théorie du capital » en 1939, mais la présentation des expériences ou de la théorie de l'économie dirigée est un thème récurrent.

Ce nouveau souffle donné à l'enseignement économique et social se remarque également chez les anciens professeurs durant les années 1930. En statistique H. Schorer étudie en 1931/1932 le problème des chômeurs et aborde régulièrement les « questions économiques et sociales du présent ». En 1936/1937, il présente même les fondements des finances publiques selon l'encyclique *Quadragesimo Anno*, dans un cours destiné aux étudiants de toutes les facultés. Le professeur Liesker aborde aussi en 1942 et 1942/1943 les théories du salaire, de la production et de la répartition des biens dans la politique sociale pratique.

⁶¹ L'esprit de l'époque se reflète fortement dans ces thèmes, ainsi aux semestres 1936/1937 et 1937 apparaît un cours sur la « Judenfrage ». J. Lorenz s'engagea fortement avec son journal *Das Aufgebot* dans la demande de la révision totale de la Constitution fédérale qui est rejetée en 1935. Voir Peter Stadler, *Die Diskussion um eine Totalrevision der schweizerischen Bundesverfassung 1933–1935*, in: *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte*, 22 (1972), 88–89.

⁶² Xaver von Hornstein (CH/BS, 1892–1980) prof. de 1942 à 1963.

En Faculté de théologie, l'accueil fait par J. Beck à l'encyclique *Quadragesimo Anno* est aussi significatif. Le thème figure au semestre 1931/1932 et dans les 3 semestres suivants, il sera repris en 1935/1936 ainsi qu'en 1940/1941. Le professeur chargé de l'éthique le P. A. Rohner est aussi proche du catholicisme social si l'on en juge sa conférence faite à Einsiedeln en 1941 sur le thème de «*Rerum Novarum* et l'Université de Fribourg»⁶³.

Les travaux de plusieurs théologiens et philosophes comme les pères M. de Munnynck, et A. Gigon⁶⁴, révèlent l'intérêt manifesté durant cette période pour un approfondissement des questions doctrinales étroitement liées à des situations économiques et sociales du temps (la propriété, le travail, etc.). La publication de documents pontificaux est aussi l'expression de cette volonté d'approfondissement doctrinal, ainsi le P. I. Chevalier édite en 1943 un volume de 800 p.: *La communauté humaine selon l'esprit chrétien*⁶⁵.

Sur un plan plus général, la crainte du communisme et la nécessité de l'endiguer sont particulièrement ressenties, selon une conjoncture européenne et interconfessionnelle d'ailleurs. En 1932, l'UCEI organise en collaboration avec l'Université une Semaine catholique internationale sur ce thème. 1932/1933 est aussi un tournant crucial pour l'UCEI qui commence à se diviser devant l'échec de la SDN et la montée des totalitarismes. On ne retracera pas ici l'évolution puis la crise interne de l'Union où de nombreux professeurs se trouvent impliqués dont en premier lieu le président G. de Reynold qui incarne la tendance traditionaliste face à l'internationalisme de Mgr Beaupin⁶⁶. Le projet d'un Institut universitaire international ne peut guère avancer dans une telle conjoncture mais l'idée demeure et sera reprise dans une perspective plus sociale au début de la guerre.

⁶³ Die Enzyklika *Rerum Novarum*, die Universität Freiburg und die christlichsoziale Bewegung der Schweiz, in: *Monatsschrift der Schw. StV*, 85 (1940/1941), 533–542.

⁶⁴ Marc de Munnynck (Bel., 1871–1945) prof. de cosmologie et de psychologie de 1905 à 1945 ; A. Gigon (CH/JU, 1892–1977) prof. de théologie dogmatique de 1926 à 1960. Ce dernier se livre aussi à un travail de «vulgarisation» pastorale de la Doctrine sociale de l'Eglise, notamment dans le mouvement de «Renaissance rurale» dit les «Greffons» et dans les mouvements d'Action catholique. Voir son petit livre, *Doctrine sociale chrétienne*, Fribourg 1934.

⁶⁵ En collaboration avec E. Marmy. Le RP Irénée Chevalier OP. (FR, 1906–) est prof. de théologie naturelle et d'histoire de la philosophie grecque de 1937 à 1944.

⁶⁶ Philippe Trinchan, op. cit., en particulier le chap. 7.

Vers une nouvelle tâche universitaire

En 1937 déjà, Mgr Besson avait envisagé de recentrer l'UCEI en dehors d'une problématique trop politique et de l'intituler « Union internationale chrétienne d'études économiques et sociales ». En septembre 1938 puis au début de l'année 1939 le secrétariat chrétien-social suisse en collaboration avec l'Université cherche à mettre sur pied des rencontres où serait étudiée la doctrine sociale de l'Eglise comme remède aux « problèmes sociaux de l'heure »⁶⁷. Un programme est même soumis à Rome mais la guerre empêche semble-t-il sa réalisation. On peut sans doute voir des traces de ce projet dans la journée du jubilé de Rerum Novarum organisée le 25 mai 1941 à Einsiedeln. Le représentant de l'Université, le P. A. Rohner, recteur, y soutient officiellement le projet d'érection d'un Institut de sciences sociales où la doctrine sociale de l'Eglise et la pratique chrétienne-sociale pourraient trouver appui. Un institut qui ferait aussi le lien entre les efforts des quatre facultés en matière d'enseignement social. Ce projet fut approfondi lors de la Semaine sociale organisée du 29 au 31 août 1941 à l'Université de Fribourg par le mouvement chrétien-social suisse.

L'heure était semble-t-il à une certaine distanciation par rapport aux engagements corporatistes de l'entre-deux-guerres. On sent le besoin de renouveler l'approche des problèmes. Les réflexions d'un E. Bongras transmises au conseiller d'Etat J. Piller au lendemain de cette Semaine sociale sont très significatives à cet égard.

Pour E. Bongras, la question sociale se ramenait au sens strict au « problème de l'organisation économique de la société »⁶⁸. Il concédait que la question sociale pouvait « revêtir un aspect beaucoup plus ample »: organisation de l'Etat, de l'administration, importance à attribuer à la famille mais, concluait-il, « toutes ces questions ne seront résolues dans la réalité concrète que si l'on a tranché le problème fondamental d'ordre économique. Tous les

⁶⁷ Ibid., 241–242.

⁶⁸ Archives de la Direction de l'Instruction publique, (ci-après DIP), Fribourg, 101.11.3, Institut international de philosophie sociale et politique, Notes sur l'apport de Fribourg pour l'étude de la question sociale du 23 septembre 1941.

programmes basés sur le seul principe de justice, d'ordre, d'autorité, ne pourront avoir une efficacité que si on les adapte aux réalités économiques ». « Les encycliques ont montré le chemin, poursuivait-il, mais le chemin à parcourir est encore très long. Et plus la réalité économique se transforme, plus se dessinent de nouvelles forces économiques, plus il sera important de trouver des voies de solution pour rattraper le retard dont souffre trop souvent la doctrine catholique sociale. »

E. Bongras concluait que le projet d'un Institut des sciences sociales n'était pas à même de répondre au défi de formation des étudiants dans cette perspective tant que les cours proprement économiques ne seraient pas l'axe essentiel de leur formation. Il était plus sage à son avis d'entreprendre une réalisation à deux niveaux en faisant fond sur la tradition de l'« Union de Fribourg » et sur le caractère international de l'Université.

Il proposait en premier lieu la constitution d'un nouveau groupement d'études formé par des professeurs, des dirigeants d'entreprise économique et d'associations ouvrières ainsi que des hommes politiques qui feraient le lien entre la théorie et la pratique et s'efforcerait « d'élaborer la doctrine nécessaire aux temps nouveaux ».

Mais le travail scientifique préparatoire à cela serait le fait d'un Institut de sciences économiques et politiques qui « servirait essentiellement aux recherches, à l'information et à la documentation (ainsi qu') à la liaison avec les milieux scientifiques internationaux. » Il s'agissait aussi pour E. Bongras de relancer, par ce moyen le « prestige de l'Université dans la sphère économique » et on sait qu'il jouera un rôle capital dans le développement autonome de l'enseignement et de la recherche en ce domaine, au sein de la Faculté de droit.

Pour l'heure, une première réalisation du professeur E. Bongras, en collaboration avec O. Leimgruber⁶⁹ et avec l'appui de J. Piller, porte sur l'installation à Fribourg d'un « Institut international des classes moyennes » qui ouvre ses portes le 18 mars 1942. Le but de l'Institut est scientifique. Il s'agit de procéder à des recherches théoriques et d'établir de la documentation sur

⁶⁹ Sur le rôle de Oskar Leimgruber dans la défense des classes moyennes au niveau national et international, voir Anton Bertschy, op. cit., 153–156.

« les aspects sociaux, économiques, juridiques que soulève le problème des classes moyennes »⁷⁰. L’Institut doit également servir à coordonner les travaux des associations représentatives des classes moyennes. Il publie à cet effet un Bulletin et organise des conférences, journées d’études et congrès. En 1942/1943 les thèmes des cours des professeurs Bongras, Lorenz, Schorer et Schwarzfischer sont particulièrement consacrés aux nouveaux problèmes des classes moyennes.

Mais un projet d’une autre ampleur est en préparation qui prendra forme à la fin de la guerre, accomplissement des souhaits exprimés depuis très longtemps.

LE RENOUVELLEMENT DE L’APRÈS-GUERRE :
LA MISE EN PLACE D’UN INSTITUT À VOCATION SOCIALE
ET INTERNATIONALE (1945–1956)

Les aspirations observées depuis longtemps et notamment dans les années trente et durant le conflit vont pouvoir se concrétiser dans le contexte favorable de la fin de la guerre. On peut voir dans ces réalisations quatre dimensions: un intérêt renouvelé pour l’appréhension internationale des problèmes, un souci de réflexion fondamentale, une volonté de faire le lien entre la théorie et les réalités économiques et sociales concrètes qui doivent être cernées scientifiquement, un effort enfin d’interdisciplinarité.

L’Ecole ou Institut international de sciences sociales et politiques

A travers des notes du professeur E. Bongras adressées au conseiller d’Etat J. Piller on peut mieux cerner l’orientation que l’économiste voulait donner à cette institution.

⁷⁰ Eugène Bongras, L’Institut international des classes moyennes et l’Université de Fribourg, in: *Academia friburgensis*, 1 (1943/1944), 10–11.

La guerre venait juste de cesser en Europe quand une note du 6 juin 1945, fruit de discussions antérieures avec le conseiller J. Piller fait le point du projet. Selon E. Bongras «une occasion unique s'offre en ce moment à ceux qui s'occupent des sciences sociales et politiques si leur point de départ est chrétien»⁷¹. Les ruines accumulées attestent de la faillite des deux systèmes, libéralisme et collectivisme qui ont épuisé leur contenu et mené au totalitarisme. De nouvelles bases sont nécessaires et doivent être chrétiennes si l'on veut éviter une nouvelle faillite.

Il s'agit avant tout de donner une «formation totale aux hommes appelés à l'action dans l'après-guerre.» Cela signifie d'abord une «étude approfondie des principes qui sont à la source des solutions chrétiennes. Mais l'étude des principes ne suffit pas.» Un deuxième volet doit permettre «d'en dégager le prolongement vers l'action sur le terrain politique, social et économique». E. Bongras insiste beaucoup sur l'aspiration «à jeter des ponts entre les principes et la réalité.»

Il défend aussi avec force l'idée d'une synthèse qu'il est nécessaire de réaliser dans les différentes disciplines avec un «esprit de coordination». L'Ecole serait d'abord un «centre de formation internationale» qui donnerait un «enseignement approfondi des fondements». Il faut entendre par là la «théologie et la philosophie» comme base commune.

«Ces disciplines seront le point de départ pour l'étude des doctrines politiques, juridiques, sociales et économiques», doctrines qui doivent «inspirer et guider l'action immédiate». Ces doctrines seront à leur tour «reliées à la réalité de l'après-guerre ce qui demandera un effort sérieux d'adaptation».

Huit disciplines étaient présentées comme matière d'enseignement dont en premier lieu la philosophie sociale et la philosophie du droit.

L'Ecole devrait être aussi un centre de recherches dont les moyens d'expression seraient formés par une ou deux collections de caractère scientifique et international dont le professeur

⁷¹ Archives DIP, 101.11.3, Projet d'une Ecole Internationale des Sciences Sociales et Politiques, 7 p. avec lettre de Bongras à Piller du 6 juin 1945.

E. Bongras avait déjà assuré le lancement⁷² et, à moyen terme, par une revue internationale. L'Ecole devrait fonctionner comme un institut post-grades. La fréquenteraient des étudiants munis d'une licence ou d'un doctorat. Les méthodes d'enseignement seraient axées sur les séminaires et le travail personnel.

Ces propositions furent complétées par la suite dans le but de fixer les liens avec l'Université. On considéra l'Ecole comme rattachée à l'Alma Mater mais avec son organisation et ses statuts propres. Elle devait grouper «en un seul organisme, au-dessus des facultés, différentes disciplines dont plusieurs sont déjà enseignées en ce moment, mais avec lesquelles un lien encore plus organique peut être établi»⁷³.

Le 17 mai 1946, le Conseil d'Etat approuva le statut de cette Ecole présentée dans son article 1 comme «un centre de formation international et de recherches sur les problèmes fondamentaux touchant l'homme et la société.» Une école qui «tend, par un enseignement approprié, à dégager des principes qui sont à la base des solutions chrétiennes, une connaissance approfondie des sciences politiques, sociales et économiques.»⁷⁴

L'Ecole apparut pour la première fois dans le programme des cours au semestre d'été 1947 sous le nom d'Institut et sous la direction conjointe des professeurs A.-F. Utz⁷⁵, qui venait d'être nommé à la nouvelle chaire d'éthique et de philosophie sociale, et du professeur E. Bongras, qui enseignait aussi la sociologie après le départ de J. Lorenz. Cette Ecole ne devait être que l'élément

⁷² Il s'agissait d'ajouter de nouvelles séries à la «collection internationale des sciences sociales et politiques» qui publiaient déjà une «série ethnologique» sous la direction du prof. W. Schmidt, une «série de théorie économique» et une «série de politique économique» sous la direction de E. Bongras. Ce dernier envisageait de créer une «série de sociologie et de doctrines sociales», une «série de science politique et d'histoire diplomatique» et une «série de philosophie sociale». Archives DIP, 101.11.3, Lettre de Bongras à Piller du 23 août 1945.

⁷³ Cette formule est tirée d'un texte dactylographié de 4 p. contenant une présentation des buts et de l'organisation de l'Ecole/Institut, établi sur le projet d'E. Bongras de juin 1945 et présenté comme les statuts de l'Institut approuvés par le Conseil d'Etat en mai 1946. Archives de l'Université, ci-après AUF, 341, Institut international des sciences sociales et politiques.

⁷⁴ AUF, 341, Institut international des sciences sociales et politiques. Statut de l'Ecole internationale ..., formulé brièvement en 5 articles et mentionné comme approuvé par le Conseil d'Etat du 17 mai 1946. Le texte plus détaillé cité à la note 73 équivaut, semble-t-il, plutôt à un règlement interne. On constate un flou juridique à ce propos.

⁷⁵ Arthur-Fridolin Utz OP. (CH/BS, 1908–) prof. de 1947 à 1976.

académique d'une organisation plus vaste, de dimension véritablement internationale et composée de sections nationales. Le terme d'Ecole fut rapidement remplacé par celui d'Institut soit le même nom que l'organisation qui, au bout de quelques années, se confondit avec sa base académique.

Quel était l'espace réservé à la doctrine sociale de l'Eglise dans cet Institut, c'est la question qu'il faut se poser selon la problématique de cette étude.

Place de la doctrine sociale dans l'enseignement de l'Institut

Il semble à première vue que le souci du professeur Bongras d'assurer des fondements théologiques et philosophiques solides mais aussi celui de jeter des ponts entre les conceptions ou doctrines et les réalités économiques aient triomphé dans cette réalisation. Ces soucis étaient certainement ceux de Joseph Piller et du nouveau professeur A.-F. Utz mais on peut se demander si ces trois personnes avaient une même pondération dans l'importance attribuée aux fonctions de l'Institut.

Le programme comprenait bien huit disciplines, comme Bongras l'avait envisagé :

1. Philosophie sociale et philosophie du droit
2. Ethnologie et théorie des formes de la culture
3. Histoire des doctrines sociales et théorie des formes sociales (sociologie et structure sociale)
4. Histoire générale moderne et histoire diplomatique – philosophie de l'histoire
5. Histoire des doctrines politiques et théorie des formes politiques
6. Histoire des doctrines économiques et théorie des formes économiques (structure économique)
7. Droit public général et théorie de l'Etat
8. Droit des gens et théorie des relations internationales.

Les étudiants devaient en choisir quatre dont obligatoirement la philosophie sociale. Dans le programme des cours de l'Université de 1949 à 1952/1953 on désignait les professeurs suivants

chez qui les cours pourraient être suivis : E. Bongras, A. Favre, E. Isele, W. Oswald, J. Piller, C. Trezzini en Faculté de droit, G. Castella, G. de Reynold, W. Schmidt et A.-F. Utz en Faculté des lettres.

Pour s'en tenir aux principaux thèmes de l'enseignement de philosophie sociale du P. Utz pendant cette décennie on remarque plusieurs points forts : le souci de fonder la philosophie sociale sur des textes tirés de s. Thomas, (signalé 6 fois sur les 18 semestres) le traitement des questions relatives au droit naturel (4 fois), l'examen des textes pontificaux (2 fois *Rerum Novarum* et *Quadragesimo Anno* et 1 fois Pie XII). Le P. Utz édita également une collection d'ouvrages, intitulée « *Politeia* », comprenant généralement des thèses en philosophie sociale, qui en était à son 9^e volume en 1956.

Il ne semble pas pourtant que l'enseignement de ces huit disciplines malgré la prédominance de la philosophie sociale ait été marqué d'une grande unité doctrinale. La formule de l'Institut, non rattaché à une Faculté, amènera d'ailleurs rapidement à des contestations, notamment de la part de la Faculté de droit qui exigera dès 1948 une modification de ces statuts pour les rendre conformes à la loi sur l'organisation de l'Université et à divers articles des statuts de l'Université⁷⁶.

On observe aussi ces années-là, l'arrivée de nouveaux professeurs et le développement de certaines branches d'enseignement où la doctrine sociale de l'Eglise est largement abordée, notamment par J.-M. Valarché⁷⁷ dans le domaine agricole et par W. Büchi en ce qui concerne les relations entre patrons et ouvriers⁷⁸, comme en témoignent aussi leurs publications.

S'ouvre alors une période d'organisation et de structuration de l'enseignement économique et social qui voit d'abord la création de l'Institut des sciences économiques et sociales (ISES) en 1950 puis en 1953 la création d'une Section économique et sociale autonome au sein de la Faculté de droit. E. Bongras plaideait

⁷⁶ AUF, 341, Institut international ..., Lettres du doyen de la Faculté de droit au Sénat, 4 et 7 juin. Note de Bongras aux membres du Sénat du 9 juin 1948.

⁷⁷ Jean-Marie Valarché (FR, 1917-) prof. de 1949 à 1988. Voir: *La politique économique de la Suisse. Mélanges en l'honneur de Jean Valarché*, Fribourg 1977.

⁷⁸ Willy Büchi (CH/TH, 1907-) prof. de politique économique et sociale de 1950 à 1974.

d'ailleurs en 1950 et 1951 déjà pour la création d'une véritable Faculté des sciences économiques et sociales⁷⁹.

En 1955/1956, E. Bongras abandonne la direction de l'Institut et de nouveaux statuts furent approuvés en 1957, qui rattachent l'Institut à la Faculté des lettres. L'énoncé de l'article 2 des nouveaux statuts marque bien l'infléchissement apparu à savoir une appartenance plus explicite au pôle doctrinal : « Les buts de cet Institut sont, notamment l'élaboration scientifique des questions de fonds et d'actualité du domaine social et politique, à la lumière du droit naturel et de la doctrine sociale catholique. »⁸⁰ L'Institut poursuit alors son œuvre sous la seule direction du P. A.-F. Utz qui organise de multiples congrès et édite de nombreux ouvrages, en particulier d'importants volumes de textes pontificaux et une vaste bibliographie internationale relative à la doctrine sociale de l'Eglise. Il reste à examiner la dimension internationale et les publications qui ont caractérisé le travail de l'Institut dans ses dix premières années d'existence.

Le souci d'un nouvel ordre politique et social international

La dimension internationale fut fortement présente dès les débuts de l'Institut. La tradition de l'« Union de Fribourg » devait être respectée selon Bongras et d'ailleurs la Suisse épargnée par la guerre offrait une grande disponibilité en ce domaine. La création de l'Institut s'inscrit aussi dans les discussions relatives à une relance de l'UCEI dès juin 1945 qui finalement échoue en 1948⁸¹. Les liens de l'Institut furent un temps assez étroits avec Pax Romana qui venait de créer une section des intellectuels et diplômés.

Selon Bongras, le Congrès de Pax Romana tenu à Rome en avril 1947 avait décidé de favoriser la collaboration entre tous les instituts de sciences sociales dépendant d'organisations catholiques et dispersés dans de multiples pays. Fribourg et son Institut

⁷⁹ Archives DIP, 101.11.3, Exposé de E. Bongras « Projet de création d'une Faculté de sciences économiques et sociales » 1 p. dact. adressée à un collègue en date du 3 juillet 1951. Ce projet n'avait pu être discuté en assemblée plénière l'année précédente.

⁸⁰ Archives DIP, 101.11.3, Statuts de l'Institut international des sciences sociales et politiques décidés par la Faculté des lettres le 1^{er} mars 1957 et approuvés par le Conseil d'Etat le 24 mai 1957.

⁸¹ Philippe Trinchan, op. cit., note 151, 304–305.

furent désignés comme le centre de coordination pour cette tâche⁸².

En novembre 1947, Fribourg accueillit une première réunion d'études de l'Institut dont les débats étaient organisés dans deux directions⁸³: l'ordre politique et l'ordre économique et social selon les principes chrétiens. Les travaux de la première section furent centrés sur le principe fédéraliste appliqué au niveau international, national et même régional et communal selon le droit naturel. On s'interrogea dans un deuxième temps sur les Etats-Unis d'Europe. Les « conditions de leur réalisation, le problème de la souveraineté nationale, le problème du nationalisme et de l'impérialisme. »

Dans la deuxième perspective, on discuta des types d'économie, « économie libre, économie planifiée, économie ordonnée » selon le droit naturel. On examina ensuite la « position des communautés professionnelles et des communautés d'entreprise dans l'Etat et dans l'économie. »

En 1948, une deuxième réunion d'études eut lieu à Ratisbonne. Une résolution⁸⁴ très motivée en sortit qui proclama l'urgence de la création de « pouvoirs fédéraux européens dotés d'attributions suffisamment étendues pour agir efficacement, dans des formes renouvelées, selon les principes de la civilisation chrétienne. » La réunion recommandait « pour chacun des grands problèmes européens qui ne sont pas encore réglés en commun » la mise en place d'organes compétents d'exécution au niveau européen « première étape de la limitation des souverainetés absolues ». Elle demandait également une représentation commune des peuples européens et envisageait même des consultations populaires sur le plan européen.

La troisième réunion d'études tenue à Fribourg en octobre 1948 porta à nouveau sur « l'ordre économique et politique » et donna également lieu à une résolution insistant sur la création d'une fédéralisation politique et économique seule capable d'assumer la reconstruction des pays européens. Cette préoccupation de l'« ordre » apparaît aussi en 1950, lorsque le Vatican confie à l'Institut de Fribourg le soin d'organiser le Congrès social inter-

⁸² Archives DIP, 101.11.3, Lettres de Bongras à la Direction des 26 mars et 19 avril 1947.

⁸³ AUF, 341, Institut international..., Programme en date du 10 octobre 1947.

⁸⁴ Politeia, revue trimestrielle, I (1948/1949), fasc. 1, 75–76.

national de l'Année sainte qui se tint à Rome du 29 mai au 3 juin, sur le thème : « l'ordre social économique et politique ». Selon le programme général, des rapports et discussions eurent lieu sur les principes et la réalisation de l'ordre social ; sur les problèmes actuels de l'ordre économique et notamment au niveau international ; sur la conception de l'Etat et le rôle de la communauté internationale.

Dans la foulée un projet de manifeste en 47 articles, fondés sur l'idée de communauté et le principe de subsidiarité fut élaboré qui devait présenter les positions fondamentales devant les problèmes de l'heure⁸⁵.

Les thèmes de la revue « Politeia »

L'organe trimestriel de l'Institut parut de 1948 à 1953. Sa forme et son contenu révèlent bien le souci de ses co-directeurs Bongras et Utz de développer les buts du mouvement mentionnés plus haut.

Chaque livraison bilingue ou plurilingue était en principe consacrée à un thème et un équilibre était recherché dans la présentation des points de vue doctrinaux et des études plus concrètes ou techniques.

En 1948/1949 les deux premiers numéros furent consacrés au fédéralisme étudié dans toutes ses dimensions. Le double fascicule qui suivit en 1949 contint les exposés et les discussions de la 3^e journée d'études sur le thème de l'« Ordre économique et politique ».

En 1950, le premier numéro porta sur les droits de l'homme, étudiant notamment les fondements et les limites de la déclaration de 1948. Un fascicule double présenta ensuite la première partie des travaux du congrès de Rome sur l'ordre social. Le dernier numéro de l'année porta sur les relations entre « capital et travail ».

L'année 1951 poursuivit d'abord à l'aide d'un fascicule double la publication des exposés du congrès de Rome et un autre fascicule double contint essentiellement les travaux et résumés du « 1^{er} congrès catholique international sur les problèmes de la vie rurale », tenu également à Rome et où la présence fribourgeoise fut importante (J. Valarché, G. Ducotterd, Jos. Plancherel).

⁸⁵ Politeia, III (1951), fasc. 1/2, 148–157.

En 1952, les thèmes des fascicules traitèrent à nouveau du «capital et travail» (n° 1) des «problèmes du droit naturel» (n° 2-3) et enfin de l'Europe (n° 4).

Les dimensions politiques et sociales de l'Institut marquent enfin la dernière année de parution avec un fascicule 1-2 assez inattendu sur «La crise de la démocratie» et un numéro plus classique sur «Sociologie et syndicalisme au service de l'ordre social».

Une analyse approfondie des contenus de cette brève revue reste à faire. On peut s'interroger notamment sur la nouveauté ou la permanence de certaines préoccupations, celle de l'ordre par exemple. Mais la caractéristique première de cette revue, comme de l'Institut qui la publie d'ailleurs semble surtout résider dans la volonté d'articuler intimement discours doctrinal, formulation des principes et analyse des réalités sociales. Une gageure alors qu'allait exploser la spécialisation des connaissances.

CONCLUSION

Quels rapports établir entre les perspectives tracées par G. Decurtins en 1890 et les projets réalisés par E. Bongras entre 1941 et 1946? Autrement dit comment les vœux des fondateurs ont-ils été pris en compte tout au long de cette période?

On est frappé de la similitude des deux plans d'études à cinquante ans de distance: affirmation des principes chrétiens mais aussi attention rigoureuse aux réalités sociales. Une différence cependant: chez E. Bongras l'articulation entre les principes et la science analysant les réalités passe par la formulation d'une doctrine en constante évolution qui tient compte des réalités alors que chez Decurtins la médiation n'apparaît pas. Cette différence ne mesure-t-elle pas une double évolution: d'une part l'autonomie de plus en plus affirmée d'une science économique qu'on ne peut pas «christianiser» mais qui obéit à ses lois propres; d'autre part, une prudence plus grande dans la formulation d'une doctrine sociale qui ne détient pas de recette.

Il convient de ne pas durcir cette différence qui, dans le cas de Bongras, provient sans doute du constat d'échec de la corporation présentée comme une panacée pour sortir de la crise des années 1930. Les similitudes demeurent et sont essentielles. Elles s'inscrivent dans les perspectives de l'« Union de Fribourg » à laquelle E. Bongras se réfère explicitement d'ailleurs : souci d'un fondement chrétien et fidélité à l'enseignement pontifical ; perception internationale des problèmes et des solutions, élargissement de la question ouvrière aux problèmes de l'ensemble de la société et de toutes ses composantes.

Cependant les réalisations de ce programme de base tentées au long de ces soixante années font apparaître quelques variations qui s'inscrivent comme des oscillations entre plusieurs couples de pôles : enseignement normatif ou doctrinal et sciences positives ; interdisciplinarité par imprégnation de valeurs de tout l'enseignement ou par la création de structures *ad hoc* ; souci d'un ordre social ou d'un ordre politique en fonction de l'appréhension nationale ou internationale des problèmes ; question d'affinité ou d'appartenance culturelle enfin qui peuvent féconder ou limiter les approches.

Ces variations sont aussi, bien entendu, dépendantes de l'évolution elle-même de la doctrine sociale ainsi que des forces et des mouvements qui la promeuvent et expriment enfin, d'une certaine manière, le dynamisme de l'institution universitaire.

Chaque période retenue se singularise par une configuration particulière de ces oscillations. Avant 1914, la mise en place de l'enseignement économique et social révèle bien le premier dilemme. Les fondateurs ont le souci de développer un enseignement étroitement dépendant d'une conception philosophique et théologique de l'homme et de la société qu'ils veulent promouvoir sans négliger l'approche positive des réalités. La première tendance semble l'emporter d'abord puis l'accent se déplace sur le deuxième aspect. Le choix de professeurs à la préoccupation catholique sociale affirmée permet un équilibre où se remarquent tour à tour et non sans quelques tensions, l'influence de l'école allemande ou autrichienne et celle de l'école française. Il s'agit d'une période faste où s'exprime une première maturation du catholicisme social dans la foulée de *Rerum Novarum* tant dans l'Eglise que dans la Suisse catholique où s'observe

la mise en place des piliers institutionnels de la culture catholique dont l'Université est un couronnement.

Plus atones apparaissent les années vingt après la période difficile de la Première Guerre qui voit flétrir le flux des étudiants étrangers. Si l'enseignement économique et social prend en compte les nouvelles données on observe peu de renouvellements à part quelques esquisses d'interdisciplinarité. Le vœu de voir se créer de nouveaux enseignements dans le domaine social et politique se heurte à la modicité des moyens d'un canton agricole qui ne parvient pas à sortir de la crise de l'après-guerre. Dans le même temps se développe, sous forme de compensation pourrait-on dire, chez les professeurs plus qu'au niveau de l'institution, un engagement international remarquable. Une dilatation de la question sociale s'opère même qui tend à la dissoudre dans la création d'un nouvel ordre international où les aspects politiques et surtout culturels semblent prédominants.

Le réveil sera brutal avec la crise mondiale qui fait resurgir la question sociale avec une rare intensité alors que l'édifice international se lézarde et s'effondre. La demande d'un nouvel ordre social ou plutôt de sa restauration est plus concrète. Elle s'exprime chez les étudiants mais provient aussi du réseau des organisations sociales et politiques du catholicisme suisse à la recherche d'une troisième voie que propose l'encyclique *Quadragesimo Anno*.

Le renforcement de l'enseignement économique et social et le souci d'aborder plus nettement les problèmes de l'heure sont une première réponse tout comme l'engagement de nombreux universitaires dans le mouvement de rénovation nationale sous la bannière d'une Suisse chrétienne, fédéraliste et corporative. Cet élan se conjugue d'ailleurs avec une relance de la mission universitaire de Fribourg pour laquelle Joseph Piller cherche l'appui des catholiques suisses.

Durant la décennie qui suit la Deuxième Guerre mondiale la dimension internationale reprend le dessus avec le nouveau défi européen⁸⁶. Cette période voit aboutir enfin le projet d'un institut

⁸⁶ Voir aussi à ce sujet Philippe Chenaux, Renouveau spirituel et construction de l'Europe (1945–1950). Le rôle des milieux chrétiens de Suisse romande, in: *Revue suisse d'histoire*, 39 (1989), n° 3, 266–292.

spécialisé permettant un épanouissement interdisciplinaire. Les dimensions sociale et politique ne se chevauchent plus mais sont articulées dans la perspective d'une doctrine pontificale qui reconnaît pleinement les valeurs de la démocratie chrétienne. Mais l'interdisciplinarité enfin organiquement réalisée se heurte au courant de l'ultraspécialisation qui emporte les sciences. La perspective n'est-elle pas alors à nouveau la marginalisation de l'enseignement de la doctrine sociale de l'Eglise, prélude sans doute à la sécularisation des valeurs qui s'annonce.

Incontestablement, le souci de la doctrine sociale de l'Eglise s'est toujours perpétué dans l'enseignement dispensé à l'Université en référence à l'« Union de Fribourg ». Une filiation basée non pas tant sur une originalité doctrinale – encore que l'intérêt pour la corporation soit marqué jusqu'à la Deuxième Guerre – mais qui s'attache plutôt au caractère international et à la volonté affichée de l'« Union de Fribourg » de répondre aux défis sociaux contemporains en communion avec la pensée des Papes.